

*République du Sénégal*

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

---

**PRIMATURE**

---

**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS  
(ARMP)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA  
PASSATION DES MARCHES DES AUTORITES  
CONTRACTANTES DU GROUPE IV**

**AU TITRE DE LA GESTION 2009**

**(RAPPORT DE REVUE POUR LE MINISTERE DE L'ECONOMIE  
MARITIME)**

**MEM**

**MARS 2011  
(Version finale)**

**GLOBAL MANAGEMENT SERVICES**

**GMS Audit & Expertise**

*Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc*

*Imm Moustapha N°207, 2<sup>ème</sup> étage à gauche*

*Tel : Bureau : 33 867 68 00 / 33 867 68 02*

*Fax : 33 867 68 01*

*Mail : gmac@orange.sn*

---

***SOMMAIRE***

<b>1. NOTE DE SYNTHESE .....</b>	<b>5</b>
<b>1.1. DEROULEMENT DE LA MISSION .....</b>	<b>5</b>
1.1.1. CADRE DE L'INTERVENTION .....	5
1.1.2. MODALITES D'INTERVENTION.....	5
1.1.2.1. Audit passation des marchés .....	6
1.1.2.2. Support informatique.....	6
<b>1.2. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS.....</b>	<b>6</b>
<b>1.3. CONSTAT D'AUDIT .....</b>	<b>7</b>
1.3.1 ECHANTILLON .....	7
1.3.2. CONSTATS RELATIFS A LA PASSATION ET A L'EXECUTION DES MARCHES .....	8
1.3.3. CONSTATS RELATIFS A L'EXECUTION FINANCIERE .....	12
1.3.4. CONSTATS RELATIFS A L'EXECUTION PHYSIQUE .....	13
<b>1.4. RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>13</b>
1.4.1. RECOMMANDATIONS SUR LE DISPOSITIF.....	13
1.4.2. RECOMMANDATIONS SUR L'AUDIT DES MARCHES .....	13
<b>1.5. CONCLUSION.....</b>	<b>14</b>
<b>2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT .....</b>	<b>14</b>
<b>2.1. RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE.....</b>	<b>14</b>
2.1.1. CONTEXTE DE LA MISSION .....	14
2.1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION .....	15
2.1.3. TACHES ATTENDUES DU CONSULTANT .....	16
<b>2.2. METHODOLOGIE DE MISE EN ŒUVRE.....</b>	<b>19</b>
<b>2.3. DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT .....</b>	<b>19</b>
2.3.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES .....	19
2.3.2. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE DES MARCHES .....	20
2.3.3. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES .....	20
<b>2.4. CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT .....</b>	<b>21</b>
2.4.1. ECHANTILLON POUR L'AUDIT DES ASPECTS LIES A LA PASSATION DES MARCHES .....	21
2.4.1.1. Correction de l'échantillon initial .....	22
2.4.1.2. Description de l'échantillon d'audit .....	23
2.4.2. ECHANTILLON POUR L'AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES .....	25
<b>3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES .....</b>	<b>26</b>
<b>3.1. RAPPEL.....</b>	<b>26</b>
3.1.1. REGLEMENTATION EN VIGUEUR .....	26

3.1.2. PROCEDURES .....	27
<b>3.2. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES .....</b>	<b>28</b>
3.2.1. PRESENTATION DU MEM .....	28
3.2.2. FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF DES MARCHES DU MEM.....	29
 <b>4. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES.....</b>	 <b>30</b>
 4.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES.....	 30
4.2. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE .....	78
4.2.1. CONSTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DU VOLET FINANCIER .....	78
4.2.2. CONSTAT D'AUDIT SUR LE VOLET EXECUTION FINANCIERE .....	79
4.3. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES.....	79
 <b>5. RECOMMANDATIONS .....</b>	 <b>79</b>
 5.1. RECOMMANDATIONS SUR LE DISPOSITIF DES MARCHES .....	 79
5.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX MARCHES .....	80
5.2. 1. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX AO .....	80
5.2. 2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX DRP.....	80
5.2.3. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU RENFORCEMENT DES CAPACITES DES AGENTS DU MINISTERE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES.....	80
5.2.4. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU CLASSEMENT ET A L'ARCHIVAGE.....	81

### LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MEM	Ministère de l'Economie Maritime
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
PVR	Procès Verbal de Réception
RAPEV	Rapport d'Evaluation
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques

## **1. NOTE DE SYNTHÈSE**

La note de synthèse ci-après résume le déroulement de la mission, son contexte et la méthodologie mise en œuvre. Elle présente également pour le Ministère de l'Economie Maritime (MEM) les constats relevés sur l'audit du dispositif des marchés ainsi que sur la passation et l'exécution des marchés. Enfin, elle dégage les axes de recommandations formulées à l'issue des travaux de la mission.

### **1.1. Déroulement de la mission**

#### **1.1.1. Cadre de l'intervention**

La présente mission confiée au Cabinet GMS Audit & Expertise concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2009 par les Autorités Contractantes du groupe IV.

L'exercice d'audit a posteriori fait partie des mesures prioritaires de la réforme du système des marchés publics et s'entend donc comme l'un des instruments de la mise en œuvre des mesures décidées par le Gouvernement pour :

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

#### **1.1.2. Modalités d'intervention**

La mission a effectivement démarré dès la réception de l'ordre de service adressé par l'ARMP à notre Cabinet le 16 septembre 2010. Pour chaque AC, une équipe d'auditeurs composée d'un ingénieur polytechnicien spécialisé en passation de marchés, d'un expert comptable, d'un auditeur financier et d'assistants, a travaillé sur les aspects de la passation des marchés et de leur exécution financière ainsi que sur les aspects liés à la matérialité de la dépense et l'audit de l'exécution physique.

Ces équipes ont travaillé de façon autonome sur les dossiers constitutifs de l'échantillon. L'organisation a été faite, d'une part, de façon à faire circuler l'information au sein de chaque équipe et, d'autre part, à coordonner les interventions de terrain chaque fois que cela a été nécessaire.

#### 1.1.2.1. Audit passation des marchés

En préalable à l'intervention des équipes, une session de formation avait été organisée à l'attention des auditeurs financiers afin qu'ils s'imprègnent de la méthodologie de l'audit et se familiarisent avec le Code des Marchés Publics. Cette formation a été suivie par un séminaire sur l'audit de l'exécution financière destiné aux auditeurs sous la supervision de la direction de la mission, afin d'assurer une parfaite assimilation de la méthode de travail par ceux-ci.

#### 1.1.2.2. Support informatique

Les auditeurs ont disposé d'un « masque de saisie » qui leur a permis de saisir toutes les données relatives à la passation et à l'exécution des marchés.

Dans un deuxième temps, toutes les données ont été centralisées dans un fichier unique sur lequel sont effectués les traitements (compilations statistiques, contrôle, calculs de délais, vérification de la cohérence des données, etc.).

Cet outil informatique présente d'importants avantages pour la conduite des travaux d'audit de la passation des marchés :

- ☐ la structuration préalable des champs (i.e. les « zones de saisie ») prévus pour la captation des données traitées et leur cohérence permet d'éviter des traitements inutiles et/ou des interprétations différenciées selon la perception de chaque auditeur ;
- ☐ l'exhaustivité des données à saisir, du fait qu'elles sont pré identifiées, facilite leur collecte puis leur saisie par les auditeurs ;
- ☐ enfin, le logiciel utilisé facilite l'élaboration des constats, au travers de la production de tableaux de synthèse, qui mettent en évidence les résultats sous forme thématique et transversale, avec pour principaux avantages :
  - une aide à la décision/expression de l'opinion ;
  - une standardisation de la présentation des résultats ;
  - une production automatisée de statistiques.

### 1.2. Constats relatifs au dispositif des marchés publics

Les principaux constats relevés relatifs au dispositif des marchés publics du MEM se présentent comme suit :

#### ✓ **Commission des Marchés et Cellule de Passation des Marchés**

Conformément aux articles 35 et suivants du Code des Marchés Publics, la Commission des Marchés et la Cellule de Passation des Marchés ont été mises en place par le Ministère. Cependant, la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics signée par tous les membres de la Commission ne nous a pas été transmise.

✓ **Rapports périodiques**

Les rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés n'ont pas été mis à notre disposition. Ces manquements ne sont pas en conformité avec les dispositions de l'Arrêté n°11586 du 28/12/2007 du Ministre de l'Economie et des Finances.

De même, le Rapport annuel sur les marchés publics 2009 que la Commission des Marchés devait établir avant la date du 31 Mars 2010, conformément à l'article 141 du Code des Marchés Publics, n'a pas été mis à notre disposition.

✓ **Plan de Passation des Marchés (PPM) et Avis Général de Passation des Marchés (AGM)**

Au titre de la gestion 2009, le Plan de Passation des Marchés du MEM a été établi et transmis à la DCMP le 20 janvier 2009.

L'Avis Général de Passation des Marchés a également été établi et publié dans le quotidien « Le Soleil » du 27 janvier 2009.

**1.3. Constat d'audit****1.3.1 Echantillon**

L'échantillon d'audit a été bâti sur la base des propositions contenues dans les termes de référence (TDR) de la mission.

Pour s'assurer de l'exhaustivité des listes de marchés et DRP produites par l'AC, l'équipe a sollicité de la Direction du Budget les éléments du SIGFIP pour l'année 2009. Le tableau ci-après présente les données du SIGFIP pour le MEM:

Mode de passation	Nombre	MONTANT en F CFA	Observations
Appel d'offres	6	2 999 572 354	Pour certains AO, la procédure concerne la gestion antérieure à 2009.
DRP	1 118	958 286 557	Pour certaines DRP, la procédure concerne la gestion antérieure à 2009. Il convient également de souligner que les dépenses effectuées dans les régions (autres que DAKAR) n'ont pas été couvertes par l'audit.
Entente directe	2	110 326 000	Dont la procédure concerne la gestion antérieure à 2009
<b>TOTAL</b>		<b>4 068 184 911</b>	

Ces contrôles ont permis d'identifier des DRP, non transmises par l'AC et trouvées sur le SIGFIP.

Le MEM nous a transmis les statistiques sur ses marchés concernés par la gestion 2009 qui portent sur un montant de deux milliards huit cent quarante deux millions deux cent soixante trois mille cinq cent soixante douze francs (2 842 263 572 ) F CFA.

Par conséquent, nos travaux ont porté sur les marchés communiqués par le MEM au titre de la gestion 2009 mais également sur les corrections apportées sur la base du SIGFIP.

Ainsi, notre équipe a travaillé sur huit (8) marchés pour un montant de Un Milliard Deux Cent Quatre Vingt Quinze Millions Deux Cent Quatre vingt Dix Neuf Mille Huit Cent Soixante (1 295 299 860) F CFA, deux avenants pour un montant de Six Cent Soixante Dix Millions Sept Cent Quatre Vingt Neuf Trois Cent Quatre Vingt Quatre (670 789 384) F CFA et trente neuf (39) DRP pour un montant de Trois Cent Soixante Dix Sept Millions Deux Cent Mille Sept Cent Quatre Vingt Cinq (377 200 785) F CFA passés par le MEM au titre de l'exercice 2009, soit un montant total de deux milliards trois cent quarante trois millions deux cent quatre vingt dix mille vingt et neuf francs CFA (**2 343 290 029** )F CFA. Par conséquent, le taux de couverture des marchés transmis par le MEM est de 35,7% en nombre et de 82,4 % en valeur.

### 1.3.2. Constats relatifs à la passation et à l'exécution des marchés

Les points suivants résument les principales anomalies observées à l'issue de nos travaux.

- Des dossiers de marchés relatifs à des DRP trouvées dans le SIGFIP n'ont pas été mis à notre disposition. Ces dépenses s'analysent comme suit :

NATURE	N° BE	FOURNISSEUR	MONTANT (en F CFA)
REHABILITATION DE LA TOITURE DU HANGAR DU QUAI DE PECHE DE JOAL	09-426100	DIENG MALICK GENERAL MATERIEL DE BUREAU	24 496 564
TRAVAUX DE REHABILITATION ET DE REFECTION DU SERVICES DE LA DPC	09-384937	DIENG MALICK GENERAL MATERIEL DE BUREAU	4 817 586
ACHAT DE FILETS DE PECHE	09-426135	DIENG MALICK GENERAL MATERIEL DE BUREAU	10 135 000
HONORAIRES ET COMMISSIONS	09-426137	GIE SANGOMAR CONSEIL INGENIERIE ET SERVICE "S.C.I.A.S"	24 780 000
ETUDES TECHNIQUES POUR LA REALISATION DE TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE VIABILISATION DE SITES POUR L'IMPLANTATION D'UNITE FRIGORIFIQUES	09-387882	MANIVAR SARL	20 000 000
ACQUISITION PROLOGICIEL ET LOGICIELS	09-387862	MANOBI SENEGAL - SA	11 970 000
FOURNITURE ET POSE DE SPLITS	09-370370	MBENGUE OUMOU KALSOM WAKEUR KHALIFA ABABACAR SY	9 587 500
ACQUISITION DE MATERIEL ETEQUIPEMENT DE PECHE	09-370371	QUINCAILLERIE CHEIKH AHMADOU BAMBA	13 994 800
REHABILITATION DE LA TOITURE DE HANGAR DU QUAI DE PECHE DE JOAL	09-426101	QUINCAILLERIE CHEIKH AHMADOU BAMBA	23 943 427
L'ACQUISITION DE MATERIEL D'EQUIPEMENT DE PECHE	09-387899	QUINCAILLERIE CHEIKH AHMADOU BAMBA	13 510 587
ACHATS DE TEE SHIRTS, DE TROPHEES ET DE JEU DE MAILLOTS	09-426051	SECK CHEIKH A. TIDIANE AMAC-SERVICES	13 499 200
ACHAT DE MATERIEL INFORMATIQUE	09-370361	SENEGALAISE DES TRAVAUX	13 947 600



		PUBLICS ET FOURNITURES – SARL	
REHABILITATION DU LABORATOIRE DU CNFTP	09-426148	SOCIETE AFRICAINE DE RENOVATION ET DE CONSTRUCTION T.PUBLICS SAREC TP SARL	20 606 340
TRAVAUX DE REHABILITATION DES LOCAUX DE L'ENFM	09-387867	SOCIETE DE PRESTAT.SERVICES ET COMMERCIALISAT.MARCHANDISES SOPRESCOM-SUARL	5 840 000
TRAVAUX DE REHABILITATION DES LOCAUX DE L'ENFM	09-426141	SOCIETE DE PRESTAT.SERVICES ET COMMERCIALISAT.MARCHANDISES SOPRESCOM-SUARL	18 743 100
AUTRES ACHATS DE BIENS ET SERVICES	09-426092	SOCIETE DE PRESTATION DE SERVICES ET DE COMMERCE SOPASEC - SARL	14 358 240
<b><u>TOTAL</u></b>			<b><u>244 229 944</u></b>

La procédure de passation n'a donc pu être revue pour ces seize (16) DRP et cela constitue une limitation à l'étendue de nos travaux.

- Les contrats initiaux concernant les deux (2) avenants n'ont pas été également mis à notre disposition pour nous permettre d'effectuer nos travaux.

<b><u>NATURE</u></b>	<b><u>FOURNISSEUR</u></b>	<b><u>MONTANT</u></b>
REALISATION D'UNE BASE DE DONNEES RELATIONNELLES ET DEVELOPPEMENT D'APPLICATIFS DANS LE CADRE DU PROGRAMME NATIONAL D'IMMATRICULATION INFORMATISEE DES EMBARCATIONS DE PÊCHE ARTISANALE	MANOBI	19 470 000
ACQUISITION D'UN NAVIRE A PASSAGERS POUR LA LIAISON MARITIME DAKAR-ZIGUINCHOR	CHANTIERS NAVALS FASSMER	651 319 384
<b><u>TOTAL</u></b>	-	<b><u>670 789 384</u></b>

Nous présentons ci-après les non conformités relevées sur les dossiers qui ont fait l'objet de la revue :

✓ **Non conformités relevées sur les AAO**

Les principales non-conformités relevées sont :

- Le PPM et l'AGPM doivent être exhaustifs ;
- Les feuilles de présence ne sont pas jointes aux PV d'ouverture des plis ;
- Les PV d'ouverture des plis ne sont pas transmis aux soumissionnaires en violation des dispositions de l'article 67.4 du CMP ;

- Le mode de passation de deux(2) marchés mentionnés dans le PPM est un Appel d'Offre Restreint (AOR) alors qu'il s'agit de marchés de Prestations Intellectuelles (PI) ;
- Des délais anormalement longs dans la procédure de passation de marchés conduisant à un dépassement de la date limite de validité des offres;
- L'absence de publication d'attribution provisoire et définitive dans plusieurs marchés.

✓ **Non conformités relevées sur les DRP**

Les principales non-conformités relevées sont :

- Plusieurs dossiers fournis étaient incomplets et des documents telles que les lettres d'invitation et offres des candidats n'étaient pas joints ;
- Les contrats et/ou bons de commande ne sont pas datés ou enregistrés (concernant les contrats) au niveau de l'Administration Fiscale ;
- Sur les marchés où les seuils fixés par l'Arrêté n°011585 du 28/12/2007 étaient atteints, le formalisme fixé par la circulaire N°004/PM du 31 Mars 2009 avec l'élaboration d'un cahier de charges permettant de fixer au minimum les critères de conformité des offres et de qualification des candidats n'étaient généralement pas respectés ;
- Dans les dossiers qui nous ont été soumis, aucun élément ne permet d'apporter la preuve de la réception des dossiers d'appel à concurrence ;
- Les candidats non retenus n'ont pas été informés ;
- Plusieurs DRP ont été lancées concernant l'achat de carburant, l'entretien et réparation de véhicule (pratique de fonctionnement) ;
- Les contrôles effectués sur le SIGFIP indiquent la pratique de fractionnement pour des contrats avec certains fournisseurs. Nous présentons ci-après un tableau qui donne des indications (en nombre et montants) pour cinq (5) entreprises qui ont bénéficié de contrats concernant la gestion 2009 avec le Ministère :

<b><u>FOURNISSEURS</u></b>	<b><u>NOMBRE DE CONTRATS AVEC LE MEM POUR 2009</u></b>	<b><u>MONTANT</u></b>
DIENG MALICK GENERAL MATERIEL DE BUREAU	3	39 449 150
GAYE IBRAHIMA ALIOUNE SOUMBAR EXPRESS SERVICES -S.E.S	4	22 775 770
QUINCAILLERIE CHEIKH AHMADOU BAMBA	4	76 159 489
GIE ALOUCH	8	18 199 817
GUEYE IBRA	9	19 190 540

Nous présentons ci-après un tableau récapitulatif des non-conformités relevées sur les huit (8) AO et un récapitulatif en pourcentage pour les trente neuf (39) DRP analysées :

**TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR LE MEM CONCERNANT LES AO :**

Description	AO 1	AO 2	AO 3	AO 4	AO 5	AO 6	AO 7	AO 8
Montant	34 500 000	58 557 500	553 146 258	74 151 989	50 279 104	38 133 404	74 975 000	411 556 605
Marché non inscrit dans le PPM et AGPM							✓	
Absence feuille de présence		✓	✓	✓	✓			
Non transmission des Procès Verbaux d'ouverture des plis aux soumissionnaires	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓
DAO incomplet (absence de certaines mentions requises)				✓				
Absence de garantie de bonne exécution (certains lots)			✓	✓	✓			
Lenteur dans la procédure	✓	✓						✓
Absence de publication de l'attribution provisoire	✓			✓	✓	✓		✓
Absence de publication de l'attribution définitive	✓	✓		✓	✓	✓		✓
Absence avis de la DCMP dans le dossier			✓				✓	
Négociations effectuées sur marché (lot 2)			✓					
Absence de document justifiant la réception effective des fournitures, travaux ou services	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓

- AO 1 : ACQUISITION AUTOCAR POUR LE TRANSPORT DES ELEVES  
 AO 2 : FOURNITURE DE BARQUES  
 AO 3 : FOURNITURE D'EQUIPEMENTS, DE MATERIELS ET D'OUTILLAGES DE SECURITE  
 AO 4 : ACQUISITION PIECES DE RECHANGE  
 AO 5 : MISSION D'APPUI A L'ELABORATION DU PLAN D'AMENAGEMENT DES PECHERIES DEMERSALES PROFONDES AU SENEGAL (CREVETTES PROFONDES ET MERLUS)  
 AO 6 : MISSION D'EXPERTISE SUR LA CONDUITE DE TRAVAUX DE SELECTIVITE DANS LA PECHERIE DE CREVETTE PROFONDE  
 AO 7 : DEVELOPPEMENT DE LA CONDUITE D'ACTIVITES DE RECHERCHE PARTICIPATIVE ET LA MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF DE SUIVI EVALUATION EN APPUI AUX INITIATIVES LOCALES DE GESTION DES PECHERIES ARTISANALES SENEGALAISES  
 AO 8 : ELABORATION DE PLAN D'AMENAGEMENT DES PECHERIES DE CREVETTES ET DE CYMBIUM DES EAUX SOUS LA JURIDICTION SENEGALAISE

**TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR LE MEM CONCERNANT LES**  
**DRP (EN POURCENTAGE) :**

<b><u>LIBELLE</u></b>	<b><u>NOMBRE</u></b>	<b><u>Anomalies</u></b>	
		<b><u>Nbre</u></b>	<b><u>%</u></b>
la DRP est-elle inscrite au PPM ?	39	39	100%
La DRP a-t-elle fait l'objet de publicité spécifique ?	39	39	100%
La liste restreinte est-elle composée d'au moins cinq (5) candidats ?	39	9	23%
Les noms et adresses des candidats présélectionnés figurent-ils sur la lettre d'invitation ?	39	36	93%
Les offres comportent-elles le nom des candidats et le montant proposé ?	39	7	18%
Les dossiers d'offres sont-elles intégralement archivées ?	39	12	31%
L'examen des DRP révèle-t-il des pratiques de fractionnement ?	39	5	13%
Les offres ont-elles été ouvertes en séance publique ?	39	39	100%
Le marché a-t-il été attribué à l'offre conforme la moins disante ?	39	9	23%
Existe-t-il un dossier pour la DRP conformément à la circulaire N° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 ?	39	39	100%
La DRP a-t-elle fait l'objet de contrat ou de bon de commande ?	39	7	18%
Le Contrat ou le bon de commande est-il daté ?	39	14	36%
Les PV et Rapport d'évaluation ont-ils été contresignés par un membre de la CPM ?	39	39	100%
Les candidats non retenus ont-ils été informés ?	39	39	100%
La procédure de passation a-t-elle fait l'objet de recours ?	39	39	100%
BL et / ou bien PV de réception (provisoire, définitive si approprié)	39	18	47%

### 1.3.3. Constats relatifs à l'exécution financière

En raison de l'indisponibilité au niveau du Ministère des pièces justificatives relatives au paiement du Trésor (transmises à la Cour des Comptes), les travaux sur l'exécution financière des marchés et DRP ont porté sur la situation des paiements du SIGFIP. Par conséquent, nous n'avons pu vérifier certaines dispositions contractuelles concernant les garanties, les pénalités de retard, le contrôle des décomptes, le précompte de la TVA, les

avances et remboursements, le respect des délais de paiement, etc. Sous ces réserves, les contrôles de la mission sur le SIGFIP n'ont pas révélé d'anomalies.

#### 1.3.4. Constats relatifs à l'exécution physique

L'audit physique fera l'objet d'un rapport distinct qui sera transmis ultérieurement.

### 1.4. Recommandations

A la suite des constats relevés, les recommandations suivantes peuvent être formulées :

#### 1.4.1. Recommandations sur le dispositif

Nos recommandations portent sur :

- ✓ la préparation des rapports trimestriels que la Cellule de Passation des Marchés doit établir, conformément aux dispositions de l'Arrêté n°11586 du 28/12/2007 du Ministre de l'Economie et des Finances ;
- ✓ La préparation du rapport annuel que la Commission de Passation des Marchés doit établir et transmettre à l'ARMP avant le 31 mars 2010, conformément à l'article 141 du Code des Marchés Publics ;
- ✓ La correcte tenue des dossiers de marché.

#### 1.4.2. Recommandations sur l'audit des Marchés

Les recommandations sur l'audit des marchés se présentent comme suit :

- Etablir et archiver les lettres d'invitation aux candidats présélectionnés,
- Archiver les offres des soumissionnaires,
- Transmettre les PV d'ouverture des offres aux différents soumissionnaires,
- Informer les candidats non retenus dans le cadre des DRP,
- Eviter le fractionnement des marchés d'entretien et de d'achat de carburant ;
- Conclure les DRP par un contrat écrit ;
- Tenir à disposition et de façon complète l'ensemble des dossiers de marchés passés au titre d'une gestion,
- Justifier le niveau d'exécution financière de marché dans les dossiers de marché.

## 1.5. Conclusion

A notre avis, du fait des points évoqués aux paragraphes 1.2 et 1.3 ci-avant, le MEM s'est conformé de façon insuffisante pour la gestion 2009, aux dispositions et procédures de passation et d'exécution des marchés édictées par le Décret N° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics.

## 2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

### 2.1. Rappel des termes de référence

#### 2.1.1. Contexte de la mission

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les Directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'Autorité Administrative Indépendante (AAI), distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, Autorité Administrative Indépendante (AAI) dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenu de faire réaliser, **à la fin de chaque gestion budgétaire**, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2009 par les Autorités Contractantes.

La revue effectuée par le Cabinet GMS Audit & Expertise conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international a comporté les sondages et autres procédés de vérification nécessaires et pertinents. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives.

Cet audit a également consisté à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés et de suivi des contrats.

Nous estimons que les contrôles effectués fournissent une base raisonnable aux constats et recommandations formulées dans le présent rapport.

### 2.1.2. Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal, au sein des Autorités Contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 décembre 2009, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites Autorités Contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- ✓ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque Autorité Contractante ;**
- ✓ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP ;
- ✓ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ✓ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins-disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication,

etc. ; pour chacune des Autorités Contractantes, le Consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;

- ✓ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'Autorité Contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'Autorité Contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- ✓ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette Direction ;
- ✓ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ✓ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le Consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue, d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés par entente directe par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'Autorité Contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés par entente directe non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- ✓ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des Cellules de Passation de Marchés et des différents contrôles internes ;
- ✓ formuler des recommandations pour le futur.

### 2.1.3. Tâches attendues du Consultant

D'une manière générale, l'audit concerne les aspects suivants : la passation des marchés, l'exécution financière et l'exécution technique.

Plus particulièrement, l'auditeur indépendant est appelé à :

- ✓ vérifier, au sein des Autorités Contractantes (pour les ministères sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés soumis à l'application du CMP), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés quelle que soit la source de financement ( des ressources internes et des ressources externes) de leurs budgets (budget de l'Etat pour les



services centraux des ministères ; budget des organismes rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales),

- ✓ formuler des recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés.

A cet égard, il devra notamment :

a) en début de mission, sélectionner et valider un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon devra être composé comme suit :

- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, la revue doit concerner l'ensemble des marchés passés.

Pour chacune des deux (02) premières catégories de marchés ci-dessus, le Consultant devra s'assurer d'une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

b) vérifier la procédure de passation des marchés sur cet échantillon :

- publicité préalable,
- dossier de consultation,
- validité de la méthode de passation choisie,
- couverture budgétaire,
- rapports d'évaluation des offres,
- traitement des plaintes,
- délais de passation,
- délais de publication des attributions,
- contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés,
- délais des paiements,
- respect des délais d'exécution,
- respect des procédures de réception, etc. ;

A chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;

- c) examiner et analyser le respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que :
- l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés,
  - l'attribution aux moins disants qualifiés,
  - le non fractionnement de marchés,
  - les conditions préalables de mise en concurrence,
  - les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats,
  - l'approbation des marchés par les Autorités compétentes,
  - les éléments constitutifs des cahiers des charges,
  - les seuils des avenants,
  - le respect des délais d'exécution,
  - les cas de résiliation, etc. ;
- d) établir des statistiques sur les marchés ; procéder, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e) analyser l'organisation en général des structures (ressources humaines, procédures, système de suivi et de contrôle, etc.) intervenant dans le processus de passation et d'exécution des marchés en particulier et diagnostic approfondi des Commissions des Marchés et Cellules de Passation des Marchés ;
- f) faire des vérifications sur :
- l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires ;
  - la production des cautions d'avance de démarrage et des cautions de bonne exécution ;
  - l'émission des ordres de service s'agissant des travaux ;
  - la réception par les commissions ad-hoc des travaux et fournitures ;
  - la mise à jour du manuel des procédures de marchés et DRP s'agissant des Etablissements Publics et des Agences ;
  - la tenue des registres de marchés, côtés et paraphés, mis à jour ;
  - l'application des pénalités de retard prévues ;
- g) examiner globalement la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'Autorité Contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés ;
- h) formuler des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- i) en fin de mission, assurer une formation de deux (02) jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice de cinq (05) experts de l'ARMP et cinq (05) experts de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège desdites Institutions ;

Le Consultant organisera des séances de restitution de son rapport provisoire au niveau de chacune des Autorités Contractantes concernées.

## **2.2. Méthodologie de mise en œuvre**

Selon les termes de référence, l'objet principal de la mission consiste à vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés publics. Nous considérons que la méthodologie devrait être basée d'une part, sur la réglementation en vigueur au Sénégal pour la période sous revue (rappelée au chapitre 3.1.1.) et, d'autre part, sur les différentes étapes de la passation des marchés (la définition des prestations, la mise en concurrence, la conclusion du contrat) et de leur exécution.

Sur cette base, la méthodologie retenue par le Cabinet est la suivante :

- Prise de contact avec les AC et obtention des documents nécessaires pour réaliser la mission;
- Contrôle de l'exhaustivité des marchés;
- Echantillonnage des marchés ;
- Contrôle des marchés échantillonnés et documentation des travaux ;
- Audit physique des marchés échantillonnés ;
- Rédaction des rapports provisoires et restitution à l'AC;
- Transmission des rapports provisoires aux AC pour observations ;
- Transmission des rapports provisoires à l'ARMP pour validation ;
- Rédaction des rapports définitifs avec les observations de l'AC.

## **2.3. Description des travaux d'audit**

### **2.3.1. Audit de la passation des marchés**

#### **• Prise de connaissance**

Une lettre a été envoyée à la date du 22 septembre 2010 au MEM pour obtenir des statistiques sur les marchés passés en 2009 et demander une date de rencontre pour démarrer la mission. Le Ministère a répondu à cette lettre en nous transmettant les statistiques demandées. Ainsi, elle a mis à notre disposition les documents suivants :

☒ Neuf (9) listes des marchés pour l'année 2009 concernant :

- la Direction de l'Administration Générale et de l'Equipeement (DAGE),
- la Direction des Pêches Maritimes (DPM),
- la Direction de la Protection et de la Surveillance des Pêches (DPSP),
- la Cellule d'Etudes et de Planification (CEP),
- la Direction de la Pêche Continentale (DPC),

- le Direction des Industries de Transformation de le Pêche (DITP),
- l'Ecole Nationale de Formation Maritime (ENFM),
- le Centre National de Formation des Techniciens des Pêches et de l'Aquaculture (CNFTPA),
- la Direction de la Gestion et de l'Exploitation des Fonds Marins (DGEFM).

Une réunion de démarrage de la mission a ensuite été organisée avec l'Autorité Contractante.

- **Contrôle de l'exhaustivité des marchés**

Des contrôles ont été effectués au niveau du MEM pour nous assurer de l'exhaustivité des marchés qui nous ont été communiqués.

Ainsi, un recensement des marchés a été effectué et une validation faite par des rapprochements avec les données du SIGFIP.

- **Contrôle des marchés échantillonnés et documentation des travaux**

Les contrôles des marchés échantillonnés ont porté notamment sur les différents aspects de la procédure de passation des marchés décrits dans les termes de référence de la mission sur la base des outils fournis par l'ARMP.

### 2.3.2. Audit de l'exécution financière des marchés

Les travaux d'audit relatifs à l'exécution financière des marchés du MEM visent à vérifier le respect des procédures relatives à, d'une part, l'engagement, le contrôle et la certification du service fait et, d'autre part, la liquidation et le paiement des dépenses, afin de s'assurer que les règlements émis sont justifiés et que les fonds alloués ont été utilisés aux seules fins prévues.

### 2.3.3. Audit de l'exécution physique des marchés

Le contrôle physique porte pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants, sans que cette énumération ne soit limitative :

- Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- Conformité de la réception, de la livraison des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;

- Justifications technique et financière des avenants et ordres de services signés.

## 2.4. Constitution de l'échantillon d'audit

### 2.4.1. Echantillon pour l'audit des aspects liés à la passation des marchés

Nous présentons ci-dessous les statistiques sur les marchés transmises par le MEM qui constitue l'échantillon d'audit initial :

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2009	
	Nombre	Montant
Appel d'Offre Ouvert (AOO)	06	1 255 866 576
Appel d'offre Restreint (AOR)	02	88 412 508
Prestation Intellectuelle (PI)	01	411 556 605
Demande de Renseignements et des Prix(DRP)	125	340 663 499
Entente Directe (ED)	01	74 975 000
Avenant	02	670 789 384
<b>TOTAL</b>	<b>137</b>	<b>2 842 263 572</b>



## 2.4.1.1. Correction de l'échantillon initial

Comme indiqué dans notre méthodologie, nous avons effectué des travaux sur le SIGFIP concernant l'exhaustivité des marchés transmis. Ces contrôles ont permis de relever des DRP non transmises. Ainsi, un échantillonnage a été effectué sur la base de ces contrôles et ces corrections ont donc été opérées sur la liste des marchés reçue du Ministère.

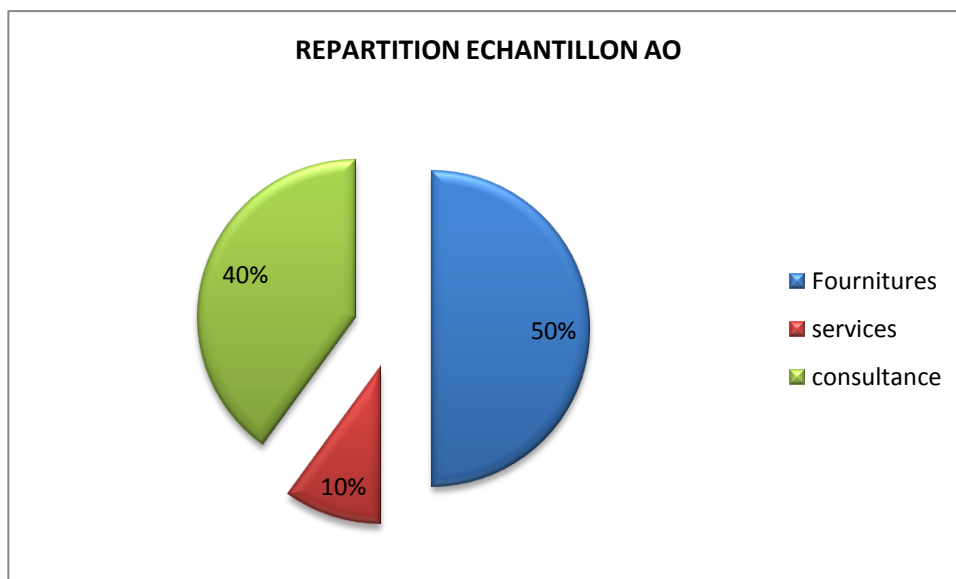
Le tableau ci-après présente les marchés (DRP) concernés :

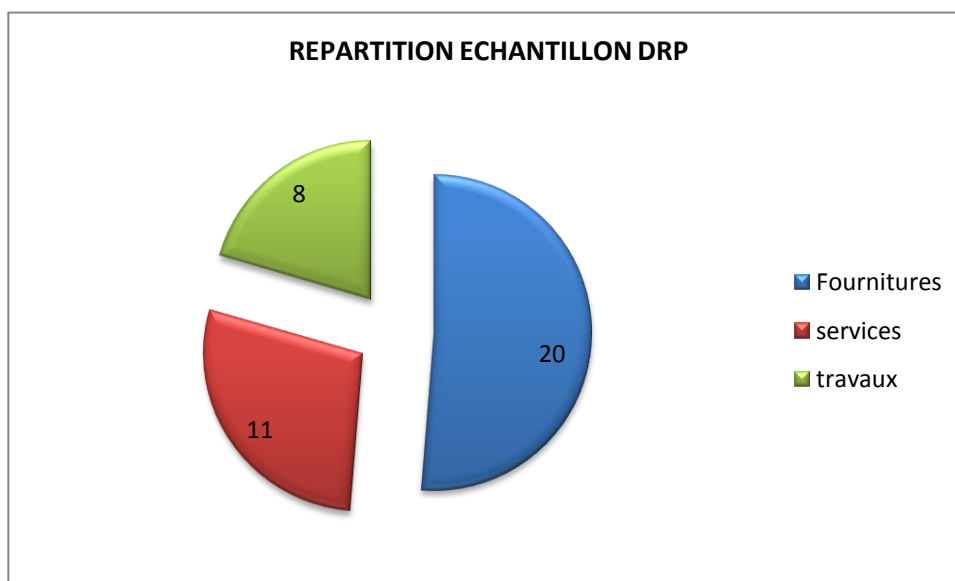
N° BE	NATURE	FOURNISSEUR	MONTANT
09-387756	ENTRETIEN MAINTENANCE	GUEYE IBRA	6 000 000
09-426040	ACHAT DE CARBURANT	SHELL SENEGAL SA	8 999 650
09-426034	ENTRETIEN ET REPARATION VEHICULES	GIE ALOUCH	6 999 996
09-426036	ACHAT DE FOURNITURE DE BUREAU	THIAM MBAYE ETS ASSAICHA	3 497 638
09-426100	REHABILITATION DE LA TOITURE DU HANGAR DU QUAI DE PECHE DE JOAL	DIENG MALICK GENERAL MATERIEL DE BUREAU	24 496 564
09-384937	TRAVAUX DE REHABILITATION ET DE REFECTION DU SERVICES DE LA DPC	DIENG MALICK GENERAL MATERIEL DE BUREAU	4 817 586
09-426135	ACHAT DE FILETS DE PECHE	DIENG MALICK GENERAL MATERIEL DE BUREAU	10 135 000
09-426137	HONORAIRES ET COMMISSIONS	GIE SANGOMAR CONSEIL INGENIERIE ET SERVICE "S.C.I.A.S"	24 780 000
09-387882	ETUDES TECHNIQUES POUR LA REALISATION DE TRAVAUX D AMENAGEMENT ET DE VIABILISATION DE SITES POUR L'IMPLANTATION D'UNITES FRIGORIFIQUES	MANIVAR SARL	20 000 000
09-387862	ACQUISITION PROLOGICIEL ET LOGICIELS	MANOBI SENEGAL – SA	11 970 000
09-370370	Fourniture et pose de split	MBENGUE OUMOU KALSOM WAKEUR KHALIFA ABABACAR SY	9 587 500
09-370371	Acquisition de matériel et équipement de pêche	QUINCAILLERIE CHEIKH AHMADOU BAMBA	13 994 800
09-426101	réhabilitation de la toiture de hangar du quai de pêche de joal	QUINCAILLERIE CHEIKH AHMADOU BAMBA	23 943 427
09-387899	L'ACQUISITION DE MATERIEL D'EQUIPEMENT DE PECHE	QUINCAILLERIE CHEIKH AHMADOU BAMBA	13 510 587
09-426051	ACHATS DE TEE SHIRTS, DE TROPHEES ET DE JEU DE MAILLOTS	SECK CHEIKH A. TIDIANE AMAC-SERVICES	13 499 200
09-370361	Achat de matériel informatique	SENEGALAISE DES TRAVAUX PUBLICS ET FOURNITURES – SARL	13 947 600
09-426148	REHABILITATION DU LABORATOIRE DU CNFTPA	SOCIETE AFRICAINE DE RENOVATION ET DE CONSTRUCTION T.PUBLICS SAREC TP SARL	20 606 340
09-387867	TRAVAUX DE REHABILITATION DES LOCAUX DE L'ENFM	SOCIETE DE PRESTAT.SERVICES ET COMMERCIALISAT.MARCHANDISES SOPRESCOM-SUARL	5 840 000
09-426141	TRAVAUX DE REHABILITATION DES LOCAUX DE L'ENFM	SOCIETE DE PRESTAT.SERVICES ET	18 743 100

		COMMERCIALISAT.MARCHANDISES SOPRESCOM-SUARL	
09-426092	AUTRES ACHATS DE BIENS ET SERVICES	SOCIETE DE PRESTATION DE SERVICES ET DE COMMERCE SOPASEC – SARL	14 358 240
<b><u>TOTAL</u></b>			<b><u>269 727 228</u></b>

#### 2.4.1.2. Description de l'échantillon d'audit

Il a été fait conformément aux termes de référence de la mission. Les travaux du Cabinet ont porté sur la sélection et la validation d'un échantillon de marchés représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés. Pour le MEM, notre échantillon porte sur huit (08) AO, deux (02) avenants et trente neuf (39) DRP.





Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés déclarés au titre de la gestion 2009		Récapitulatif des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	06	1 255 866 576	04	720 355 747	66%	57,3%
Appel d'offres restreint(AOR)	02	88 412 508	02	88 412 508	100%	100%
Prestations intellectuelles (PI)	01	411 556 605	01	411 556 605	100%	100%
Demande de Renseignements et de Prix(DRP)	125	340 663 499	39	377 200 785	31%	110%
Entente directe (ED)	01	74 975 000	01	74 975 000	100%	100%
Avenant (AVT)	02	670 789 384	02	670 789 384	100%	100%
<b>TOTAL</b>	<b>137</b>	<b>2 842 263 572</b>	<b>49</b>	<b>2 343 290 029</b>	<b>35,7%</b>	<b>82,4%</b>



## 2.4.2. Echantillon pour l'audit de l'exécution physique des marchés

L'échantillon retenu pour l'audit physique porte sur la vérification physique des travaux et réhabilitation, sur les livraisons de fournitures de bureau et de consommables informatiques et des consommations à travers la comptabilité matières, sur les prestations intellectuelles à travers les rapports.

Le tableau suivant donne le détail des marchés proposés :

<u>NATURE</u>	<u>FOURNISSEUR</u>	<u>MONTANT</u>
REALISATION D'UNE BASE DE DONNEES RELATIONNELLES ET DEVELOPPEMENT D'APPLICATIFS DANS LE CADRE DU PROGRAMME NATIONAL D'IMMATRICULATION INFORMATISEE DES EMBARCATIONS DE PÊCHE ARTISANALE	MANOBI	19 470 000
ACQUISITION D'UN NAVIRE A PASSAGERS POUR LA LIAISON MARITIME DAKAR-ZIGUINCHOR	CHANTIERS NAVALS FASSMER	651 319 384
REHABILITATION DE LA TOITURE DU HANGAR DU QUAI DE PECHE DE JOAL	DIENG MALICK GENERAL MATERIEL DE BUREAU	24 496 564
TRAVAUX DE REHABILITATION ET DE REFECTION DU SERVICES DE LA DPC	DIENG MALICK GENERAL MATERIEL DE BUREAU	4 817 586
ACHAT DE FILETS DE PECHE	DIENG MALICK GENERAL MATERIEL DE BUREAU	10 135 000
HONORAIRES ET COMMISSIONS	GIE SANGOMAR CONSEIL INGENIERIE ET SERVICE "S.C.I.A.S"	24 780 000
ETUDES TECHNIQUES POUR LA REALISATION DE TRAVAUX D AMENAGEMENT ET DE VIABILISATION DE SITES POUR L IMPLANTATION D'UNITES FRIGORIFIQUES	MANIVAR SARL	20 000 000
ACQUISITION PROLOGICIEL ET LOGICIELS	MANOBI SENEGAL - SA	11 970 000
FOURNITURE ET POSE DE SPLITS	MBENGUE OUMOU KALSOM WAKEUR KHALIFA ABABACAR SY	9 587 500
ACQUISITION DE MATERIEL ETEQUIPEMENT DE PECHE	QUINCAILLERIE CHEIKH AHMADOU BAMBA	13 994 800
REHABILITATION DE LA TOUTURE DE HANGAR DU QUAI DE PECHE DE JOAL	QUINCAILLERIE CHEIKH AHMADOU BAMBA	23 943 427
L ACQUISITION DE MATERIEL D EQUIPEMENT DE PECHE	QUINCAILLERIE CHEIKH AHMADOU BAMBA	13 510 587
ACHATS DE TEE SHIRTS DE TROPHEES ET DE JEU DE MAILLOTS	SECK CHEIKH A. TIDIANE AMAC- SERVICES	13 499 200
ACHAT DE MATERIEL INFORMATIQUE	SENEGALAISE DES TRAVAUX PUBLICS ET FOURNITURES - SARL	13 947 600
REHABILITATION DU LABORATOIRE DU CNFTP	SOCIETE AFRICAINE DE RENOVATION ET DE CONSTRUCTION T.PUBLICS SAREC TP SARL	20 606 340
TRAVAUX DE REHABILITATION DES LOCAUX DE L'ENFM	SOCIETE DE PRESTAT.SERVICES ET COMMERCIALISAT.MARCHANDISES SOPRESCOM-SUARL	5 840 000
TRAVAUX DE REHABILITATION DES LOCAUX DE L'ENFM	SOCIETE DE PRESTAT.SERVICES ET COMMERCIALISAT.MARCHANDISES SOPRESCOM-SUARL	18 743 100

AUTRES ACHATS DE BIENS ET SERVICES	SOCIETE DE PRESTATION DE SERVICES ET DE COMMERCE SOPASEC - SARL	14 358 240
AMENAGEMENT DE LA DIGUE DE PROTECTION DU QUAI DE DEBARQUEMENT DE THIARROYE SUR MER	SOCIETE AFRICAINE DE RENOVATION ET DE CONSTRUCTION T.PUBLICS SAREC TP SARL	83500000
<b><u>TOTAL</u></b>		<b><u>1 000 019 248</u></b>
<b><u>TOTAL ECHANTILLON</u></b>		<b><u>2 343 290 029</u></b>
<b><u>TAUX DE COUVERTURE</u></b>		<b><u>43%</u></b>

### 3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

#### 3.1. Rappel

##### 3.1.1. Réglementation en vigueur

Nous avons effectué une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés à savoir :

- Directive n°4/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- Directive n° 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- Loi n°2006 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi n° 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Décret n°2003-101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- Décret n°2005 - 576 du 22 juin 2005 portant Charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- Décret n°2007 - 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics modifié ;
- Décret n°2007 - 546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- Décret n°2007 - 547 du 25 avril 2007 portant création de la DCMP ;
- Arrêté du Premier Ministre n° 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté n° 092 286 du 3 octobre 2007 du MEF portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;

- Arrêté n° 11 583 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté n°11 584 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté n°11 585 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- Arrêté n° 11 586 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux CPM et CM ;
- Arrêté n° 11 587 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 45 e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- Arrêté n°11 588 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du CMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes;
- Circulaire du Premier Ministre n° 03 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre n°005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes.

### 3.1.2. Procédures

Le tableau ci-dessous rappelle les seuils applicables pour les différentes étapes de la procédure de passation des marchés.

#### Rappel des seuils applicables au MEM en vertu de l'arrêté n°11 580 du 28 décembre 2007

Type de Marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
<b>Fournitures</b>	15 000 000	150 000 000	40 000 000	400 000 000
<b>Travaux</b>	25 000 000	250 000 000	100 000 000	800 000 000
<b>Prestations Intellectuelles</b>	25 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000
<b>Services</b>	15 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000

### **3.2. Constats relatifs au dispositif des marchés**

#### **3.2.1. Présentation du MEM**

L'organisation du Ministère de l'Economie Maritime et des Transports Maritimes Internationaux est définie dans le Décret n° 2004-572 du 30 Avril 2004.

Les principales missions du Ministre sont :

- ✓ De veiller à ce que les pouvoirs publics disposent d'une bonne connaissance de l'état des ressources halieutiques ;
- ✓ De s'assurer que ces ressources font l'objet d'une exploitation durable tant que la pêche artisanale qu'industrielle ;
- ✓ De favoriser et de contrôler le développement de la pisciculture.

Il est responsable de la gestion et de l'exploitation des fonds marins ainsi que du trafic maritime international. Il a en charge aussi la marine marchande.

Le Ministère est assisté dans sa mission par :

- **Un Cabinet**

Le Cabinet est composé :

- d'un Directeur de Cabinet,
- d'un Secrétaire Général,
- d'un Conseillers Techniques,
- d'un Chef de Cabinet,
- d'un Attaché de Cabinet,
- d'un Chargé de Mission.

- **Des Directions**

Le Ministère est composé de sept (7) Directions :

- La Direction de la Gestion et de l'Exploitation des Fonds Marins a principalement pour mission d'assurer l'élaboration et le suivi de la politique en matière de recherche et d'exploitation des ressources des fonds marins.

- La Direction de la Protection et de la Surveillance des Pêche a pour mission d'assurer l'élaboration et le suivi de la politique en matière de surveillance des pêches maritime et continentale, ainsi que la sécurité de la pêche artisanale.

➤ La Direction des Pêches Maritimes a pour mission

- d'assurer un dialogue permanent avec les acteurs à la base et partenaires au développement ;
- d'exécuter avec une approche multidisciplinaire des projets et programmes notamment dans les sous secteurs de la pêche artisanale et industrielle.

- La Direction de la Pêche Continentale et de l'Aquaculture a pour mission d'assurer l'élaboration et le suivi de la politique en matière de pêche continentale et d'aquaculture.

- La Direction des Industries de Transformation de la Pêche a pour mission d'assurer l'élaboration et le suivi de la politique en matière de transformation, de conservation et de commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture au niveau des industries.

➤ La Direction de l'Administration Générale et de l'Equipement est chargée de :

- préparer et d'exécuter le budget ;
- gérer le matériel et les équipements ;
- gérer le personnel.

➤ La Direction des Aires Communautaires

### 3.2.2. Fonctionnement du dispositif des marchés du MEM

Dans le cadre de la mission, nous avons procédé à une analyse de l'environnement et du cadre d'exécution des opérations de passation des marchés pour nous assurer de la capacité du MEM à prendre en charge, de manière satisfaisante, le processus de passation des marchés au regard des nouvelles exigences de formalisation, de rigueur, d'équité et de transparence introduites par le Code des Marchés Publics.

Sous ce rapport, nous avons vérifié l'existence d'un Plan de Passation des Marchés et sa conformité avec les instructions de la DCMP en la matière. Sur ce point, nous notons que le PPM pour les acquisitions de l'exercice 2009 du MEM a été établi et envoyé à la DCMP.

Par ailleurs, nous avons vérifié le respect par le MEM des instructions du CMP et des dispositions de l'arrêté n°11 586 du MEF pris en application de l'article 35 du CMP relatif à la publication de l'Avis Général de Passation des Marchés. Nous avons constaté que le MEM a fait la publication de l'AGPM pour l'année 2009.

Les instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des dossiers de passation des marchés ne sont pas respectées.

Les rapports trimestriels que la Cellule de Passation des Marchés devait établir, conformément aux dispositions de l'Arrêté n°11586 du 28/12/2007 du Ministre de l'Economie et des Finances, n'ont pas été mis à notre disposition.

Enfin, le rapport annuel sur les marchés publics 2009 que la Commission des Marchés devait établir avant la date du 31 Mars 2010, conformément à l'article 141 du Code des Marchés Publics, n'a pas également été mis à notre disposition.

## 4. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

### 4.1. Audit de la passation des marchés

Ces constats portent sur les huit (08) AO et trente neuf (39) DRP passés par le MEM pour l'exercice 2009. Les tableaux qui suivent présentent les conclusions du Cabinet sur chaque AO et DRP :

ACQUISITION AUTOCAR POUR LE TRANSPORT DES ELEVES	
Description	Marchés
Date d'invitation	21 ET 22/02/2009
Date de dépôt des offres	23/03/2009
Attributaire	ESPACE AUTO
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	21/10/2009
Montant du marché	34 500 000 F CFA
Date de réception	20/01/2010
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les offres reçues n'ont pas été enregistrées lors du dépôt ;</li> <li>• Le PV d'ouverture des plis n'a pas été transmis aux différents soumissionnaires ;</li> <li>• L'attribution provisoire n'a pas fait l'objet de publication ;</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'attribution définitive n'a pas fait l'objet de publicité ;</li> <li>• Le PV de réception n'a pas été joint au dossier ;</li> <li>• Lenteur dans la procédure de passation sept (7) mois entre l'ouverture des plis et l'approbation du marché).</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le PV d'ouverture des plis doit être remis aux soumissionnaires dès la clôture de la séance ;</li> <li>- les attributions provisoire et définitive doivent faire l'objet d'une insertion publicitaire ;</li> <li>- veiller à ce que les procédures d'évaluation et d'attribution des marchés puissent être dénouées dans les meilleurs délais pour éviter d'avoir recours à une prorogation des délais de validité des offres ;</li> <li>- Les fournitures livrées et services effectués doivent faire l'objet d'un bordereau de livraison et de procès verbal de réception ou d'attestation de service fait.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>FOURNITURE DE BARQUES</b>	
<b>Description</b>	<b>Marchés</b>
Date d'invitation	01/04/2008
Date de dépôt des offres	30/04/2008
Attributaire	SOSACHIM SARL
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	30/03/2009
Montant du marché	58 557 500 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La feuille de présence des membres de la commission et des</li> </ul>

	<p>représentants des soumissionnaires n'est pas jointe au PV d'ouverture des plis ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le PV d'ouverture des plis n'a pas été transmis aux soumissionnaires ;</li> <li>• Le délai entre l'ouverture des plis et l'approbation du rapport d'analyse est jugé long (2 mois) ;</li> <li>• La publication de l'attribution provisoire a été faite après l'approbation du contrat par l'Autorité Contractante ;</li> <li>• La publication de l'attribution définitive n'a pas été faite ;</li> <li>• Le PV de réception ou Bordereau de livraison ne figure pas dans le dossier ;</li> <li>• Lenteur dans la procédure de passation onze (11) mois entre l'ouverture des plis et l'approbation du marché).</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller à établir une feuille de présence à l'ouverture des plis, la faire signer et annexer au PV d'ouverture ;</li> <li>- le PV d'ouverture des plis doit être remis aux soumissionnaires dès la clôture de la séance ;</li> <li>- veiller à faire la publication de l'attribution provisoire avant l'approbation du marché ;</li> <li>- l'attribution définitive doit faire l'objet d'une insertion publicitaire ;</li> <li>- veiller à ce que les procédures d'évaluation et d'attribution des marchés puissent être dénouées dans les meilleurs délais pour éviter d'avoir recours à une prorogation des délais de validité des offres ;</li> <li>- Les fournitures livrées et services effectués doivent faire l'objet d'un bordereau de livraison et de procès verbal de réception ou d'attestation de service fait.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	



FOURNITURE D'EQUIPEMENTS, DE MATERIELS ET D'OUTILLAGES DE SECURITE POUR LA FORMATION DES ELEVES DE L'ECOLE NATIONALE MARITIME	
Description	Marchés
Date d'invitation	30/06/2009
Date de dépôt des offres	17/08/2009
Attributaire	LOT 1 : SPIM LOT 2 : FERMON LABO
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	LOT 1 : 456 800 850 F CFA LOT 2 : 96 345 408 F CFA
Date de réception	LOT 1 : 31/08/2010 LOT 2 : NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La feuille de présence n'est pas jointe au PV d'ouverture des plis ;</li> <li>• Le PV d'ouverture des plis n'est pas transmis aux soumissionnaires ;</li> <li>• Des négociations ont été effectuées sur le lot 2 (diminution de la quantité sur certains articles) et ont fait l'objet d'un PV entre les deux (2) parties à la date du 23 octobre 2009 ;</li> <li>• Les marchés approuvés ne figurent pas dans le dossier ;</li> <li>• Les garanties requises (lot 2) ne figurent pas dans le dossier ;</li> <li>• L'attribution définitive n'a pas fait l'objet de publication ;</li> <li>• Le dossier ne présente aucun avis de non objection de la part de la DCMP pour l'examen au préalable du DAO, sur le rapport d'analyse et attribution provisoire ainsi que sur l'examen juridique et technique sur le marché (lot 1).</li> <li>• Les PV de réception et bordereau de livraison ne sont pas dans le dossier pour le lot 2.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller à établir une feuille de présence à l'ouverture des plis, la faire signer et l'annexer au PV d'ouverture ;</li> <li>- Le PV d'ouverture des plis doit être remis aux soumissionnaires dès la clôture de la séance ;</li> <li>- respecter les dispositions du CMP concernant l'interdiction de faire des négociations après attribution dans le cas de marchés de fournitures et de services ;</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'attribution définitive doit faire l'objet d'une insertion publicitaire ;</li> <li>- Veiller au bon archivage de manière générale de toutes les pièces de la procédure ;</li> <li>- Les fournitures livrées et services effectués doivent faire l'objet d'un bordereau de livraison et d'un procès verbal de réception ou d'attestation de service fait.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>ACQUISITION PIECES DE RECHANGE</b>	
<b>Description</b>	<b>Marchés</b>
Date d'invitation	01/04/2009
Date de dépôt des offres	04/05/2009
Attributaire	TECHNICONCONSULT SARL
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	26/05/2010
Montant du marché	74 151 989 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le DAO mentionne 3 lots alors que l'avis général fait état de 2 lots ;</li> <li>• Toutes les mentions requises ne sont pas mentionnées dans le DAO (cahier des clauses administratives générales et particulières, formulaire du marché n'y figurent pas) ;</li> <li>• La feuille de présence n'est pas jointe au PV d'ouverture des plis ;</li> <li>• Le PV d'ouverture des plis n'a pas été transmis aux soumissionnaires ;</li> <li>• Le modèle du rapport d'évaluation des offres utilisé par la commission n'est pas conforme au modèle type de la DCMP ;</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les attributions provisoire et définitive n'ont pas fait l'objet de publication ;</li> <li>• Les garanties ne figurent pas dans le dossier ;</li> <li>• les lots 2 et 3 ont été reportés sur la période subséquente en raison d'insuffisance de liquidités ;</li> <li>• Le PV de réception et Bon de livraison ne sont pas joints au document.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller à établir une feuille de présence à l'ouverture des plis, la faire signer et l'annexer au PV d'ouverture ;</li> <li>- le PV d'ouverture des plis doit être remis aux soumissionnaires dès la clôture de la séance ;</li> <li>- veiller à mettre toutes les mentions requises dans le Dossier d'Appel d'Offre ;</li> <li>- utiliser le modèle de rapport d'évaluation des offres mis en place par la DCMP ;</li> <li>- les attributions provisoire et définitive doivent faire l'objet d'une insertion publicitaire ;</li> <li>- Veiller au bon archivage de manière générale de toutes les pièces de la procédure ;</li> <li>- Les fournitures livrées et services effectués doivent faire l'objet d'un bordereau de livraison et d'un procès verbal de réception ou d'attestation de service fait.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

MISSION D'APPUI A L'ELABORATION DU PLAN D'AMENAGEMENT DES PECHERIES DEMERSALES PROFONDES AU SENEGAL (CREVETTES PROFONDES ET MERLUS)	
Description	Marchés
Date d'invitation	01/07/2008
Date de dépôt des offres	31/07/2008
Attributaire	IDDRA
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	27/02/2009
Montant du marché	50 279 104 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le mode de passation du marché mentionné dans le PPM est un Appel d'Offre Restreint (AOR) alors qu'il s'agit d'un marché de Prestations Intellectuelles (PI) ;</li> <li>La partie « Manifestation d'Intérêt et élaboration short list » ne figure pas dans le dossier ;</li> <li>Les lettres d'invitation ne font pas mention des autres candidats qui sont invités à soumissionner ;</li> <li>Le délai accordé pour le dépôt des offres est de 30 jours (45 jours pour un appel d'offre international) ;</li> <li>L'ouverture des offres a été faite le 06 août 2008 soit six (6) jours après la date limite de dépôt ;</li> <li>La feuille de présence n'est pas jointe au PV d'ouverture ;</li> <li>Le PV d'ouverture des plis n'a pas été transmis aux soumissionnaires ;</li> <li>Les attributions provisoire et définitive n'ont pas fait l'objet de publicité ;</li> <li>Les garanties (soumission et de bonne exécution) ne sont pas jointes au dossier ;</li> <li>Aucun PV de réception ni rapport ne figure dans le dossier.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Faire mention dans les lettres d'invitation de tous les candidats présélectionnés ;</li> <li>Veiller à respecter le délai nécessaire en cas d'appel d'offre international (45 jours) ;</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'ouverture des plis doit se faire immédiatement après la date limite de dépôt des offres et veiller à établir une feuille de présence à l'ouverture des plis, la faire signer et annexer au PV d'ouverture ;</li> <li>- le PV d'ouverture des plis doit être remis aux soumissionnaires dès la clôture de la séance ;</li> <li>- les attributions provisoire et définitive doivent faire l'objet d'une insertion publicitaire ;</li> <li>- Veiller au bon archivage de manière générale de toutes les pièces de la procédure ;</li> <li>- Les fournitures livrées et services effectués doivent faire l'objet d'un bordereau de livraison et d'un procès verbal de réception ou d'attestation de service fait.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>MISSION D'EXPERTISE SUR LA CONDUITE DE TRAVAUX DE SELECTIVITE DANS LA PECHERIE DE CREVETTE PROFONDE</b>	
<b>Description</b>	<b>Marchés</b>
Date d'invitation	05/10/2009
Date de dépôt des offres	45 jours accordés
Attributaire	GROUPE COLLEGIA CANADA
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	01/10/2010
Montant du marché	38 133 404 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le mode de passation du marché mentionné dans le PPM est un Appel d'Offre Restreint (AOR) alors qu'il s'agit d'un marché de Prestations Intellectuelles (PI) ;</li> <li>• La partie « Manifestation d'Intérêt et élaboration short list »</li> </ul>

	<p>ne figure pas dans le dossier ;</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Les lettres d’invitation ne sont pas jointes aux dossiers ;</li><li>• Le PV d’ouverture n’a pas été transmis aux soumissionnaires ;</li><li>• La publication des attributions provisoire et définitive n’est pas faite ;</li><li>• Les garanties ne sont pas jointes au dossier ;</li><li>• Les PV de réception ou bon de livraison ou rapport ne sont pas joints au rapport.</li></ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- le PV d’ouverture des plis doit être remis aux soumissionnaires dès la clôture de la séance ;</li><li>- les attributions provisoire et définitive doivent faire l’objet d’une insertion publicitaire ;</li><li>- veiller au bon archivage des lettres d’invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure ;</li><li>- les fournitures livrées et services effectués doivent faire l’objet d’un bordereau de livraison et d’un procès verbal de réception ou d’attestation de service fait.</li></ul>
<b>Commentaires de l’AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEVELOPPEMENT DE LA CONDUITE D'ACTIVITE DE RECHERCHE PARTICIPATIVE ET LA MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF DE SUIVI EVALUATION EN APPUI AUX INITIATIVES LOCALES DE COGESTION DES PECHERIES ARTISANALES SENEGALAISES	
Description	Marchés
Date d'invitation	N/A
Date de dépôt des offres	N/A
Attributaire	ISRA
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	30/07/2009
Montant du marché	74 975 000 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le marché ne figure pas dans le PPM ni dans l'avis général de passation de marché ;</li> <li>Les avis de la DCMP ne sont pas joints dans le dossier ;</li> <li>Aucun élément concernant la réception n'est joint dans le dossier.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mentionner tous les marchés dans le PPM et dans l'avis général ;</li> <li>Soumettre le marché à la DCMP pour avis sur le type de marché (Entente Directe) ;</li> <li>Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure ;</li> <li>Les fournitures livrées et services effectués doivent faire l'objet d'un bordereau de livraison et de procès verbal de réception ou d'attestation de service fait.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

ELABORATION DE PLAN D'AMENAGEMENT DES PECHERIES DE CREVETTES ET DE CYMBIUM DES EAUX SOUS LA JURIDICTION SENEGALAISE	
Description	Marchés
Date d'invitation	07/06/2006
Date de dépôt des offres	10/07/2006 reportée 28/07/2006
Attributaire	BRL INGENIEURIE
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	25/03/2009
Montant du marché	411 556 605 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les preuves de transmission des lettres d'invitation et l'information du report aux candidats short listés n'ont pas été fournies ;</li> <li>• La procédure a été lancée en 2005 (appel à manifestation d'intérêt publié en juillet 2005), procédure anormalement longue (contrat approuvé en 2009) ;</li> <li>• L'acte de nomination de la Commission et de la Cellule de 2007 n'a pas été transmis afin de vérifier les membres ayant procédé à l'ouverture en 2007 ;</li> <li>• Le PV d'ouverture des plis n'a pas été transmis aux soumissionnaires ;</li> <li>• Les attributions provisoire et définitive n'ont pas été publiées ;</li> <li>• Aucun document PV de réception ou rapport ne figure dans le dossier.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exiger des candidats un accusé de réception des lettres d'invitation et autres documents transmis ;</li> <li>- le PV d'ouverture des plis doit être remis aux soumissionnaires dès la clôture de la séance ;</li> <li>- les attributions provisoire et définitive doivent faire l'objet d'une insertion publicitaire ;</li> <li>- Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure ;</li> <li>- veiller à ce que les procédures d'évaluation et d'attribution des marchés puissent être dénouées dans les meilleurs délais pour éviter d'avoir recours à une prorogation des délais de validité des offres.</li> </ul>



<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>MATERIEL ET EQUIPEMENT DE PECHE (DAGE)</b>	
<b>Description</b>	<b>Marchés</b>
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	SOUMBAR EXPRESS SERVICES
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	5 982 600 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	<p>Cinq (5) offres ont été reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ SOUMBAR EXPRESS 5 982 600 F CFA</li> <li>✓ SENDIS 8 466 500 F CFA</li> <li>✓ GIE DJARAF 6 569 060 F CFA</li> <li>✓ FADIAL 10 818 830 F CFA</li> <li>✓ SEN BATIMENT 13 357 600 F CFA</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les lettres d'invitation ne sont pas jointes au dossier ;</li> <li>• Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ;</li> <li>• L'ouverture des plis a été faite par une commission interne et ne s'est pas effectuée en séance publique ;</li> <li>• Les candidats non retenus n'ont pas été informés ;</li> <li>• Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 précisant l'organisation des DRP ;</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le contrat n'a pas été daté ni enregistré ;</li><li>• Aucun délai d'exécution n'est prévu dans le contrat ;</li><li>• Aucun document justifiant la réception du matériel n'est dans le dossier.</li></ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission;</li><li>- Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relatives aux DRP ;</li><li>- Veiller à informer les candidats non retenus ;</li><li>- Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure.</li></ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

ACQUISITION DE MATERIEL DE SUIVI BIOLOGIQUE DE LA RESSOURCE (DPM)	
Description	Marchés
Date d'invitation	14/01/2009
Date de dépôt des offres	26/01/2009
Attributaire	FERMON LABO
Date du bon de commande	16/02/2009
Date du contrat	16/02/2009
Montant du marché	11 856 640 F CFA
Date de réception	PV RECEPTION DU 06/01/2010
<b>Non conformités</b>	<p>Une (1 ) offre a été reçue parmi les six ( 6 ) candidats invités :</p> <p>✓ FERMON LABO            11 856 640 F CFA</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Les offres ont été ouvertes par une Commission interne et non en séance publique.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>MATERIEL ET PRODUITS D'ENTRETIEN (DAGE)</b>	
<b>Description</b>	<b>Marchés</b>
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	CMDFB
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	2 489 800 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	<p>Cinq (5) offres ont été reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ CMDFB 2 489 800 F CFA</li> <li>✓ ENTREPRISE DANDIOL 2 590 100 F CFA</li> <li>✓ GIE MBINN DIALANE 2 613 700 F CFA</li> <li>✓ EDAK 2 719 900 F CFA</li> <li>✓ MENDA SERVICES 2 873 300 F CFA</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les lettres d'invitation ne sont pas jointes au dossier ;</li> <li>• Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ;</li> <li>• L'ouverture des offres a été faite par une commission interne et pas en séance publique ; Les candidats non retenus n'ont pas été informés ;</li> <li>• Les candidats non retenus n'ont pas été informés ;</li> <li>• Le contrat ou le Bon de Commande ne figurent pas dans le dossier ;</li> <li>• Aucun document justifiant la réception du matériel n'est dans le dossier.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission;</li> <li>- Veiller à informer les candidats non retenus ;</li> <li>- Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>NETTOIEMENT LOCAUX (DPSP)</b>	
<b>Description</b>	<b>Marchés</b>
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	ETS AAD
Date du bon de commande	28/08/2009
Date du contrat	28/08/2009
Montant du marché	4 630 000 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	<p>Aucune offre fournie</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les lettres d'invitation ne sont pas jointes au dossier ;</li> <li>• Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ;</li> <li>• L'ouverture des plis a été faite par une commission interne et pas en séance publique ;</li> <li>• Les candidats non retenus n'ont pas été informés ;</li> <li>• Les offres des soumissionnaires ne figurent pas dans le dossier ;</li> <li>• Aucun document justifiant la réception du matériel n'est dans le dossier.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission;</li> <li>- Veiller à informer les candidats non retenus ;</li> <li>- Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

VIABILISATION ET AMENAGEMENT (DAGE)	
Description	Marchés
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	QUINCAILLERIE CHEIKH AHMADOU BAMBA
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	24 710 675 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	Aucun document concernant cette DRP n'a été mis à notre disposition.
<b>Recommandations</b>	L'Autorité Contractante doit veiller à la conservation et à l'archivage des documents.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

TRAVAUX DE CARENAGE ET MAINTENANCE DE VEGETES (DPSP)	
Description	Marchés
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	DELTA MARINES INDUSTRIES
Date du bon de commande	25/06/2009
Date du contrat	25/06/2009
Montant du marché	4 947 740 F CFA
Date de réception	PV DU 13/07/2009
<b>Non conformités</b>	<p>Aucune offre reçue :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les lettres d'invitation ne sont pas jointes au dossier ;</li> <li>• Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ;</li> <li>• L'ouverture des plis a été faite par une commission interne et pas en séance publique ;</li> <li>• Le contrat ou le Bon de Commande ne figurent pas dans le dossier ;</li> <li>• Les candidats non retenus n'ont pas été informés ;</li> <li>• Les offres des soumissionnaires ne figurent pas dans le dossier.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission;</li> <li>- Veiller à informer les candidats non retenus ;</li> <li>- Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

ACQUISITION DE BOUEE (DPM)	
Description	Marchés
Date d'invitation	21/10/2008
Date de dépôt des offres	11/11/2008
Attributaire	LE CENTRE DE LA MER
Date du bon de commande	N/A
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	13 876 705 F CFA
Date de réception	BL N° 1/03 DU03/03/2009 PV RECEPTION 03/03/2009
<b>Non conformités</b>	<p>Deux (2) offres ont été reçues parmi les six (6) candidats invités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ FERMON LABO                      11 305 344 F CFA (non conforme)</li> <li>✓ CENTRE DE LA MER              13 876 705 F CFA</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'ouverture des plis a été faite par une commission interne et pas en séance publique ;</li> <li>• Le contrat n'est pas daté ;</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à dater tous les documents afin de pouvoir vérifier la chronologie.</p>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	



ACHAT FOURNITURE DE BUREAU (DAGE)	
Description	Marchés
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	THIAM MBAYE ETS ASSAICHA
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	3 497 638 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	Aucun document relatif à cette DRP n'a été fourni.
<b>Recommandations</b>	L'Autorité Contractante doit veiller à la conservation et à l'archivage des documents.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

ACQUISITION MATERIEL INFORMATIQUE (DPM)	
Description	Marchés
Date d'invitation	25/11/2008
Date de dépôt des offres	15/12/2008
Attributaire	ETS NRJ
Date du bon de commande	23/01/2009
Date du contrat	23/01/2009
Montant du marché	7 848 888 F CFA
Date de réception	BL DU 27/01/2009 PV RECEPTION 05/02/09
<b>Non conformités</b>	<p>Trois (3) offres reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ ETS NRJ                                7 848 888 F CFA TTC</li> <li>✓ BUROTIC DIFFUSION        7 337 240 F CFA TTC (non conforme)</li> <li>✓ SMS                                        9 382 746 F CFA TTC</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Seules quatre (4) lettres d'invitation figurent dans le dossier ;</li> <li>• Les candidats non retenus n'ont pas été informés ;</li> <li>• Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 précisant l'organisation des DRP.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission;</li> <li>- Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relatives aux DRP ;</li> <li>- Veiller à informer les candidats non retenus ;</li> <li>- Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>AUTRES FOURNITURES (DAGE)</b>	
<b>Description</b>	<b>Marchés</b>
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	DAMACOU SERVICES
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	2 999 560 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	<p>Cinq (5 ) offres reçues (d'après PV de dépouillement)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ DAMACOU SERVICES 2 999 560 F CFA TTC</li> <li>✓ SOUMBAR EXPRESS SERVICES 3 020 800 F CFA TTC</li> <li>✓ TECHNOPOINTE 5 516 500 F CFA TTC</li> <li>✓ TELEPHONE SERVICE PLUS 5 457 500 F CFA TTC</li> <li>✓ ESPACE GLOBAL 5 311 180 F CFA TTC</li> </ul> <p>Aucun autre document n'a été mis à notre disposition pour cette DRP.</p>
<b>Recommandations</b>	L'Autorité Contractante doit veiller à la conservation et à l'archivage des documents.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>ENTRETIEN ET REPARATION TELECOPIEURS (DAGE)</b>	
<b>Description</b>	<b>Marchés</b>
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	KHELCOM ENTREPRISE
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	2 699 999 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	<p>Cinq (5) offres reçues (d'après PV de dépouillement)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ GENERAL ENTREPRISE      4 248 000 F CFA TTC</li> <li>✓ APPRO EXPRESS            3 894 000 F CFA TTC</li> <li>✓ ATLANTIC SERVICE        3 599 000 F CFA TTC</li> <li>✓ EG.DIST.                    2 999 973 F CFA TTC</li> <li>✓ KHELCOM ENTREPRISE    2 699 999 F CFA TTC</li> </ul> <p>Aucun autre document n'a été mis à notre disposition pour cette DRP.</p>
<b>Recommandations</b>	L'Autorité Contractante doit veiller à la conservation et à l'archivage des documents.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>CARBURANT (DAGE)</b>	
<b>Description</b>	<b>Marchés</b>
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	SHELL SENEGAL
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	8 999 650 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	Aucune offre fournie : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un fractionnement a été constaté ;</li> <li>• Aucun document sur cette DRP n'a été mis à notre disposition.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le montant total des fournitures de cette nature dépasse le seuil fixé pour les services et fournitures à l'article 53 du CMP. Contracter un marché de commande ou de clientèle ;</li> <li>- L'Autorité Contractante doit veiller à la conservation et à l'archivage des documents.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>CARBURANT (CEP)</b>	
<b>Description</b>	<b>Marchés</b>
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	ELTON OIL
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	1 774 500 F CFA
Date de réception	PV DU 30 /04/2009 BL DU 30/04/2009
<b>Non conformités</b>	<p>Une (1) offre reçue :</p> <p>✓ ELTON OIL                      1 774 500 TTC</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les lettres d'invitation ne sont pas jointes au dossier ;</li> <li>• Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ;</li> <li>• Le PV de dépouillement des plis ne figure pas dans le dossier ;</li> <li>• Le contrat ou le Bon de Commande ne figurent pas dans le dossier ;</li> <li>• Une seule offre figure dans le dossier ;</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission;</li> <li>- Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

CONGRES, CONFERENCE ET SEMINAIRE (DAGE)	
Description	Marchés
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	DAMACOU SERVICES
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	2 432 688 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	<p>Cinq (5) offres reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ DAMACOU SERVICES 2 432 688 F CFA</li> <li>✓ SOUMBAR EXPRESS 2 480 950 F CFA</li> <li>✓ MENDA SERVICE 2 531 100 F CFA</li> <li>✓ TECHNOPOINTE-PLUS 2 601 900 F CFA</li> <li>✓ ESPACE GLOBAL 2 701 610 F CFA</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les lettres d'invitation ne sont pas jointes au dossier ;</li> <li>• Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ;</li> <li>• L'ouverture des plis a été faite par une Commission interne et pas en séance publique ;</li> <li>• Le contrat ou le Bon de Commande ne figurent pas dans le dossier ;</li> <li>• Les candidats non retenus n'ont pas été informés ;</li> <li>• Les offres des soumissionnaires ne figurent pas dans le dossier ;</li> <li>• Aucun document justifiant la réception du matériel n'est dans le dossier.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission;</li> <li>- Veiller à informer les candidats non retenus ;</li> <li>- Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>CONSOMMABLE INFORMATIQUE (DAGE)</b>	
<b>Description</b>	<b>Marchés</b>
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	GIE ALOUCH
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	2 999 411 F CFA
Date de réception	PV DU 12/10/2009
<b>Non conformités</b>	<p>Cinq (5) offres reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ GIE ALOUCH 2 999 411 F CFA</li> <li>✓ CAD 3 010 180 F CFA</li> <li>✓ MT SERVICES 3 030 417 F CFA</li> <li>✓ BDIS 3 040 164 F CFA</li> <li>✓ OUMOU INFORMATIQUE 3 059 150 F CFA</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les lettres d'invitation ne sont pas jointes au dossier ;</li> <li>• Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ;</li> <li>• L'ouverture des plis a été faite par une Commission interne et pas en séance publique ;</li> <li>• Le contrat figurant dans le dossier n'est ni daté, ni enregistré ;</li> <li>• Les candidats non retenus n'ont pas été informés ;</li> <li>• Les offres des soumissionnaires ne figurent pas dans le dossier.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission ;</li> <li>- Veiller à informer les candidats non retenus ;</li> <li>- Dater tous les documents contractuels ;</li> <li>- Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	



ENTRETIEN ET MAINTENANCE (DAGE)	
Description	Marchés
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	IBRA GUEYE
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	6 000 000 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	Aucun document concernant cette DRP n'a été fournie.
<b>Recommandations</b>	L'Autorité Contractante doit veiller à la conservation et à l'archivage des documents.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

ENTRETIEN ET NETTOIEMENT LOCAUX (DAGE)	
Description	Marchés
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	GIE DEGGO GEPEF
Date du bon de commande	12/01/2008
Date du contrat	12/01/2008
Montant du marché	2 065 000 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	Une (1 ) offre reçue :  ✓ GIE DEGGO                      2 065 000 F CFA

	<ul style="list-style-type: none"><li>• Les lettres d'invitation ne sont pas jointes au dossier ;</li><li>• Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ;</li><li>• L'ouverture des plis a été faite par une Commission interne et pas en séance publique ;</li><li>• Seule une seule offre de soumissionnaire figure dans le dossier ;</li><li>• Aucun document attestant la réception effective n'est joint au dossier.</li></ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission;</li><li>- Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure.</li></ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

ENTRETIEN MAINTENANCE CLIMATISEURS ET SPLITS (DAGE)	
Description	Marchés
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	DACAMOU SERVICES
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	2 999 000 F CFA
Date de réception	PV DU 22/05/2009
<b>Non conformités</b>	<p>Cinq (5 ) offres reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ DAMACOU SERVICES 2 999 000 F CFA</li> <li>✓ MENDA SERVICES 3 016 080 F CFA</li> <li>✓ TECHNOPOINTE PLUS 3 016 170 F CFA</li> <li>✓ ESPACE GLOBAL 3 017 260 F CFA</li> <li>✓ SOUMBAR EXPRESS 3 068 000 F CFA</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les lettres d'invitation ne sont pas jointes au dossier ;</li> <li>• Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ;</li> <li>• L'ouverture des plis a été faite par une Commission interne et pas en séance publique ;</li> <li>• Les candidats non retenus n'ont pas été informés ;</li> <li>• Le contrat n'est ni daté, ni enregistré ;</li> <li>• Aucun document attestant la réception effective n'est joint au dossier.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission;</li> <li>- Veiller à informer les candidats non retenus ;</li> <li>- Dater tous les documents contractuels ;</li> <li>- Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

ENTRETIEN ET REPARATION VEHICULE (DAGE)											
Description	Marchés										
Date d'invitation	NON DISPONIBLE										
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE										
Attributaire	GIE ALOUCH										
Date du bon de commande	27/08/2009										
Date du contrat	27/08/2009										
Montant du marché	6 999 996 FCFA										
Date de réception	PV DU 23/09/2009										
<b>Non conformités</b>	<p>Cinq (5) offres reçues :</p> <table> <tr> <td>✓ GIE ALOUCH</td><td>6 999 996 F CFA</td></tr> <tr> <td>✓ COURADI AUTO</td><td>7 082 360 F CFA</td></tr> <tr> <td>✓ AD SERVICES</td><td>7 236 940 F CFA</td></tr> <tr> <td>✓ TM</td><td>7 345 500 F CFA</td></tr> <tr> <td>✓ GARAGE DE LA TERANGA</td><td>7 445 800 F CFA</td></tr> </table> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un fractionnement a été constaté ;</li> <li>• Les lettres d'invitation ne sont pas jointes au dossier ;</li> <li>• Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ;</li> <li>• L'ouverture des plis a été faite par une Commission interne et pas en séance publique ;</li> <li>• Les candidats non retenus n'ont pas été informés ;</li> <li>• Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP.</li> </ul>	✓ GIE ALOUCH	6 999 996 F CFA	✓ COURADI AUTO	7 082 360 F CFA	✓ AD SERVICES	7 236 940 F CFA	✓ TM	7 345 500 F CFA	✓ GARAGE DE LA TERANGA	7 445 800 F CFA
✓ GIE ALOUCH	6 999 996 F CFA										
✓ COURADI AUTO	7 082 360 F CFA										
✓ AD SERVICES	7 236 940 F CFA										
✓ TM	7 345 500 F CFA										
✓ GARAGE DE LA TERANGA	7 445 800 F CFA										
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le montant total des fournitures de cette nature dépasse le seuil fixé pour les services et fournitures à l'article 53 du CMP. Contracter un marché de commande ou de clientèle ;</li> <li>- Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission;</li> <li>- Veiller à informer les candidats non retenus ;</li> <li>- Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP ;</li> </ul>										

	- Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>FETES ET CEREMONIES (DAGE)</b>											
<b>Description</b>	<b>Marchés</b>										
Date d'invitation	NON DISPONIBLE										
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE										
Attributaire	GIE KADEZA										
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE										
Date du contrat	NON DISPONIBLE										
Montant du marché	4 730 254 F CFA										
Date de réception	NON DISPONIBLE										
<b>Non conformités</b>	<p>Cinq (5 ) offres ont été reçues :</p> <table> <tr> <td>✓ GIE SCI</td><td>6 071 100 F CFA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ ETS TOPT NEGOCE</td><td>5 810 910 F CFA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ GIE WATEL INDUSTRIES</td><td>4 856 880 F CFA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ ECF/GEO</td><td>4 735 458 F CFA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ GIE KADEZA</td><td>4 730 254 F CFA TTC</td></tr> </table> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les lettres d'invitation ne sont pas jointes au dossier ;</li> <li>• Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ;</li> <li>• L'ouverture des plis a été faite par une Commission interne et pas en séance publique ;</li> </ul>	✓ GIE SCI	6 071 100 F CFA TTC	✓ ETS TOPT NEGOCE	5 810 910 F CFA TTC	✓ GIE WATEL INDUSTRIES	4 856 880 F CFA TTC	✓ ECF/GEO	4 735 458 F CFA TTC	✓ GIE KADEZA	4 730 254 F CFA TTC
✓ GIE SCI	6 071 100 F CFA TTC										
✓ ETS TOPT NEGOCE	5 810 910 F CFA TTC										
✓ GIE WATEL INDUSTRIES	4 856 880 F CFA TTC										
✓ ECF/GEO	4 735 458 F CFA TTC										
✓ GIE KADEZA	4 730 254 F CFA TTC										

	<ul style="list-style-type: none"><li>• Les candidats non retenus n'ont pas été informés ;</li><li>• Le contrat joint n'est ni daté, ni enregistré et aucun cachet (AC ou Attributaire) n'y est opposé ;</li><li>• Aucun document constatant la réception effective ne figure dans le dossier.</li></ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission;</li><li>- Veiller à informer les candidats non retenus ;</li><li>- Dater tous les documents contractuels ;</li><li>- Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure.</li></ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

FOURNITURE DE BUREAU (DAGE)	
Description	Marchés
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	GIE ALOUCH
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	2 999 973 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	<p>Cinq (5) offres ont été reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ GIE ALOUCH 2 999 973 F CFA TTC</li> <li>✓ T.M 3 206 945 F CFA TTC</li> <li>✓ TYPORAPIDE 3 185 174 F CFA TTC</li> <li>✓ SIPREX 3 139 036 F CFA TTC</li> <li>✓ M.C.I 3 097 736 F CFA TTC</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les lettres d'invitation ne sont pas jointes au dossier ;</li> <li>• Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ;</li> <li>• L'ouverture des plis a été faite par une Commission interne et pas en séance publique ;</li> <li>• Le contrat ou le Bon de Commande ne figurent pas dans le dossier ;</li> <li>• Les candidats non retenus n'ont pas été informés ;</li> <li>• Aucun document justifiant la réception du matériel n'est dans le dossier.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission;</li> <li>- Veiller à informer les candidats non retenus ;</li> <li>- Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

ACHAT FOURNITURES DE BUREAU (DPSP)											
Description	Marchés										
Date d'invitation	06/02/2009										
Date de dépôt des offres	15/02/2009										
Attributaire	MEGA DISTRIBUTION										
Date du bon de commande	30/03/2009										
Date du contrat	30/03/2009										
Montant du marché	3 376 570 F CFA										
Date de réception	BL DU 06/11/2009 PV DU 06/11/2009										
<b>Non conformités</b>	<p>Cinq (5) offres reçues :</p> <table> <tr> <td>✓ POLY CONTACTS</td><td>4 246 112 F CFA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ TOURE ET FRERES</td><td>4 270 420 F CFA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ MEGA DISTRIBUTION</td><td>3 376 570 F CFA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ AZUR APPRO SERVICES</td><td>4 630 320 F CFA TTC</td></tr> <tr> <td>✓ INTER COM</td><td>4 146 225 F CFA TTC</td></tr> </table> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Aucune preuve de la transmission effective des lettres d'invitation ;</li> <li>• Les lettres d'invitation ne font pas mention des noms et adresses des candidats invités ;</li> <li>• L'ouverture des plis a été faite par une Commission interne et pas en séance publique ;</li> <li>• Le contrat n'est pas enregistré ;</li> <li>• Les candidats non retenus n'ont pas été informés ;</li> <li>• Non application de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP.</li> </ul>	✓ POLY CONTACTS	4 246 112 F CFA TTC	✓ TOURE ET FRERES	4 270 420 F CFA TTC	✓ MEGA DISTRIBUTION	3 376 570 F CFA TTC	✓ AZUR APPRO SERVICES	4 630 320 F CFA TTC	✓ INTER COM	4 146 225 F CFA TTC
✓ POLY CONTACTS	4 246 112 F CFA TTC										
✓ TOURE ET FRERES	4 270 420 F CFA TTC										
✓ MEGA DISTRIBUTION	3 376 570 F CFA TTC										
✓ AZUR APPRO SERVICES	4 630 320 F CFA TTC										
✓ INTER COM	4 146 225 F CFA TTC										
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exiger des candidats un accusé de réception ou transmettre les demandes de cotation par bordereau ou carnet de transmission;</li> <li>- Veiller à informer les candidats non retenus ;</li> <li>- Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP ;</li> <li>- Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière</li> </ul>										



	générale de toutes les pièces de la procédure.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>FRAIS D'IMPRESSION DE PUBLICITE (DAGE)</b>	
<b>Description</b>	<b>Marchés</b>
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	GIE ALOUCH 1
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	2 053 554 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	<p>Cinq (5) offres reçues (d'après le PV de dépouillement)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ M.T SERVICES            2 102 170 F CFA TTC</li> <li>✓ TYPORAPIDE            2 099 220 F CFA TTC</li> <li>✓ SIPREX            2 072 080 F CFA TTC</li> <li>✓ MCI            2 073 968 F CFA TTC</li> <li>✓ GIE ALOUCH            2 053 554 F CFA TTC</li> </ul> <p>Aucun autre document n'a été mis à notre disposition pour cette DRP.</p>
<b>Recommandations</b>	L'Autorité Contractante doit veiller à la conservation et à l'archivage des documents.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

REHABILITATION DE LA TOITURE DU HANGAR DU QUAI DE PECHE DE JOAL	
Description	Marchés
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	DIENG MALICK GMB
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	24 496 564 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	Aucun document n'a été mis à notre disposition concernant cette DRP.
<b>Recommandations</b>	L'Autorité Contractante doit veiller à la conservation et à l'archivage des documents.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

TRAVAUX DE REHABILITATION ET DE REFECTION DU SERVICES DE LA DPC	
Description	Marchés
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	DIENG MALICK GMB
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	4 817 586 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	Aucun document n'a été mis à notre disposition concernant cette DRP.
<b>Recommandations</b>	L'Autorité Contractante doit veiller à la conservation et à l'archivage des documents.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

ACHAT DE FILETS DE PECHE	
Description	Marchés
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	DIENG MALICK GMB
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	10 135 000 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	Aucun document n'a été mis à notre disposition concernant cette DRP.
<b>Recommandations</b>	L'Autorité Contractante doit veiller à la conservation et à l'archivage des documents.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>HONORAIRES ET COMMISSIONS</b>	
<b>Description</b>	<b>Marchés</b>
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	SCIAS
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	24 780 000 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	Aucun document n'a été mis à notre disposition concernant cette DRP.
<b>Recommandations</b>	L'Autorité Contractante doit veiller à la conservation et à l'archivage des documents.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

ETUDES TECHNIQUES POUR LA REALISATION DE TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE VIABILISATION DE SITES POUR L'IMPLANTATION D'UNITE FRIGORIFIQUES	
Description	Marchés
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	MANIVAR SARL
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	20 000 000 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
Non conformités	Aucun document n'a été mis à notre disposition concernant cette DRP.
Recommandations	L'Autorité Contractante doit veiller à la conservation et à l'archivage des documents.
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

ACQUISITION PROLOGICIEL ET LOGICIELS	
Description	Marchés
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	MANOBI SENEGAL SA
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	11 970 000 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	Aucun document n'a été mis à notre disposition concernant cette DRP.
<b>Recommandations</b>	L'Autorité Contractante doit veiller à la conservation et à l'archivage des documents.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

FOURNITURE ET POSE DE SPLITS	
Description	Marchés
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	WAKEUR KHALIFA A. SY
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	9 587 500 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	Aucun document n'a été mis à notre disposition concernant cette DRP.

<b>Recommandations</b>	L'Autorité Contractante doit veiller à la conservation et à l'archivage des documents.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>ACQUISITION DE MATERIEL ET EQUIPEMENT DE PECHE</b>	
<b>Description</b>	<b>Marchés</b>
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	QUINCAILLERIE CAB
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	13 994 800 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	Aucun document n'a été mis à notre disposition concernant cette DRP.
<b>Recommandations</b>	L'Autorité Contractante doit veiller à la conservation et à l'archivage des documents.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	



REHABILITATION DE LA TOITURE DE HANGAR DU QUAI DE PECHE DE JOAL	
Description	Marchés
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	QUINCAILLERIE CAB
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	23 943 427 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	Aucun document n'a été mis à notre disposition concernant cette DRP.
<b>Recommandations</b>	L'Autorité Contractante doit veiller à la conservation et à l'archivage des documents.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

ACQUISITION DE MATERIEL D EQUIPEMENT DE PECHE	
Description	Marchés
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	QUINCAILLERIE CAB
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	13 510 587 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	Aucun document n'a été mis à notre disposition concernant cette DRP.
<b>Recommandations</b>	L'Autorité Contractante doit veiller à la conservation et à l'archivage des documents.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

ACHATS DE TEE SHIRTS, DE TROPHEES ET DE JEU DE MAILLOTS	
Description	Marchés
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	AMAC SERVICES
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	13 499 200 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	Aucun document n'a été mis à notre disposition concernant cette DRP.
<b>Recommandations</b>	L'Autorité Contractante doit veiller à la conservation et à l'archivage des documents.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

ACHAT DE MATERIEL INFORMATIQUE	
Description	Marchés
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	SENEGALAISE DE TRAVAUX PUBLICS ET FOURNITURES SARL
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	13 947 600 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	Aucun document n'a été mis à notre disposition concernant cette DRP.
<b>Recommandations</b>	L'Autorité Contractante doit veiller à la conservation et à l'archivage des documents.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

REHABILITATION DU LABORATOIRE DU CNFPA	
Description	Marchés
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	SAREC TP SARL
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	20 606 340 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	Aucun document n'a été mis à notre disposition concernant cette DRP.
<b>Recommandations</b>	L'Autorité Contractante doit veiller à la conservation et à l'archivage des documents.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

TRAVAUX DE REHABILITATION DES LOCAUX DE L'ENFM	
Description	Marchés
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	SOPRESCOM SUARL
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	5 840 000 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	Aucun document n'a été mis à notre disposition concernant cette DRP.
<b>Recommandations</b>	L'Autorité Contractante doit veiller à la conservation et à l'archivage des documents.

<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

TRAVAUX DE REHABILITATION DES LOCAUX DE L'ENFM	
Description	Marchés
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	SOPRESCOM SUARL
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	18 743 100 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	Aucun document n'a été mis à notre disposition concernant cette DRP.
<b>Recommandations</b>	L'Autorité Contractante doit veiller à la conservation et à l'archivage des documents.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

AUTRES ACHATS DE BIENS ET SERVICES	
Description	Marchés
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	SOPASEC SARL
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat	NON DISPONIBLE
Montant du marché	14 358 240 F CFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
<b>Non conformités</b>	Aucun document n'a été mis à notre disposition concernant cette DRP.
<b>Recommandations</b>	L'Autorité Contractante doit veiller à la conservation et à l'archivage des documents.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

## 4.2. Audit de l'exécution financière

### 4.2.1. Constats des travaux d'audit du volet financier

Les travaux ont été réalisés au niveau de du MEM pour nous assurer de :

- l'inscription budgétaire de la dépense;
- l'existence d'un Bon de commande ;
- l'existence d'un bon de livraison ou de PV de réception signé par les personnes habilitées;
- la pratique de prix normaux ;
- la conformité du contrat et de son enregistrement ;
- la justification de la dépense ;
- la conformité des clauses contractuelles et de son respect.

#### 4.2.2. Constat d'audit sur le volet exécution financière

En raison de l'indisponibilité au niveau du Ministère des pièces justificatives relatives au paiement du Trésor (transmises à la Cour des comptes), les travaux de la mission sur l'exécution financière des marchés et DRP ont porté sur la situation des paiements du SIGFIP. Par conséquent, nous n'avons pu vérifier certaines dispositions contractuelles concernant les garanties, les pénalités de retard, le contrôle des décomptes, le précompte de la TVA, les avances et remboursements, le respect des délais de paiement, etc. Sous ces réserves, nos contrôles sur le SIGFIP n'ont pas révélé d'anomalies.

#### 4.3. Audit de l'exécution physique des marchés

L'audit physique fera l'objet d'un rapport distinct qui sera transmis ultérieurement.

### 5. RECOMMANDATIONS

A l'issue des travaux de la mission sur la revue indépendante de la passation des marchés 2009 du Ministère de l'Economie Maritime, nous formulons les recommandations suivantes tant sur le dispositif des marchés que sur la passation même des marchés.

#### 5.1. Recommandations sur le dispositif des marchés

- **Elaboration des rapports trimestriels et annuels sur la passation des marchés**

L'élaboration par la Commission des marchés du rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente est une obligation fixée par le CMP. Ce rapport doit être établi et transmis à l'ARMP avant le 31 mars de chaque année. Entre autres informations, ce rapport fournit la liste des entreprises défaillantes et précise la nature des manquements constatés et un compte rendu détaillé des marchés passés par entente directe.

Les rapports trimestriels d'activités doivent être également transmis à la DCMP suivant le modèle figurant dans le site officiel des marchés publics. Ce rapport permettra d'alimenter les statistiques établies régulièrement par la DCMP.

## **5.2. Recommandations relatives aux marchés**

### **5.2. 1. Recommandations relatives aux AO**

- En application de l'article 67.4 du CMP, les PV d'ouverture des plis doivent être remis aux candidats à la fin des séances d'ouverture des plis ou leur être transmis ultérieurement ;
- Conformément aux dispositions du CMP, l'avis d'attribution définitive doit faire l'objet d'une publication ;
- Le MEM doit veiller à ce que les procédures d'évaluation et d'attribution des marchés puissent être dénouées dans les meilleurs délais pour éviter d'avoir recours à une prorogation des délais de validité des offres qui peut être préjudiciable financièrement aux candidats. Par ailleurs, si elle doit avoir lieu, cette prorogation doit impérativement intervenir avant la fin du délai initial de validité.

### **5.2. 2. Recommandations relatives aux DRP**

- Le processus de la gestion des DRP doit être amélioré par une application rigoureuse du CMP et de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 notamment sur les points concernant :
  - l'indication des noms et adresses des candidats invités dans chaque DRP sur la lettre d'invitation à adresser à chaque candidat,
  - l'élaboration d'un cahier de charges permettant d'indiquer les spécifications techniques requises des produits à livrer par les candidats et les critères de qualification qu'ils doivent respecter pour être éligibles,
  - L'obtention par tout moyen de la preuve de la réception des dossiers d'appel à concurrence par les candidats invités,
  - l'information par écrit des soumissionnaires non retenus.
- Le MEM devra également respecter les seuils d'application de la procédure des DRP et éviter de lancer plusieurs DRP pour un même type de besoin. En cas de dépassement des seuils autorisés, la procédure d'appel d'offres devra être utilisée.
- Le formalisme des DRP devra également être respecté par respect aux dispositions de l'article 77 du CMP qui prévoit une forme écrite pour tous les contrats de marché.

### **5.2.3. Recommandations relatives au renforcement des capacités des agents du Ministère en matière de passation des marchés**

Nous recommandons de prévoir un programme de renforcement des capacités de des membres de la Commission des Marchés et de ceux la Cellule de Passation des Marchés, à travers des séminaires de formation, notamment ceux régulièrement organisés par l'ARMP.



#### 5.2.4. Recommandations relatives au classement et à l'archivage

Compte tenu de l'indisponibilité de certains dossiers de marchés et de la qualité de ceux disponible, nous estimons que le MEM devrait améliorer son système de classement et d'archivage concernant la passation des marchés pour respecter les instructions de l'ARMP.